



TRIBUNAL DU TRAVAIL DE LIEGE
DIVISION VERVIERS
REGLEMENT COLLECTIF DE DETTES
3^{ème} chambre.

JUGEMENT

EN CAUSE DE :

Partie Méditée

MUTLUTURK GULLU (MME), N.N. 56.04.06-364.78
Rue de la Montagne, 65 à 4800 VERVIERS, comparaisant
personnellement

Médiateur

Maître VIVIANI MURIELLE, ayant son cabinet
Avenue du Chêne, 110 à 4802 HEUSY, comparaisant personnellement

Créancier faisant défaut

FIDUCRE SA, BCE: 0403.173.372
Avenue Marnix, 24 à 1000 BRUXELLES

Dans le droit,

VU l'ordonnance d'admissibilité datée du 10 février 2017 désignant Maître Murielle VIVIANI en qualité de médiateur de dettes ;

VU notre ordonnance datée du 26 janvier 2018 homologuant un plan de règlement amiable de dettes. Ce plan devait se terminer au mois de février 2024 ;

VU notre ordonnance datée du 17 novembre 2021 autorisant Madame Güllu MUTLUTURK à renoncer à la succession de feu son mari Monsieur Süleyman BASTURK ;

VU la demande de fixation déposée par le médiateur, le 27 juin 2023, au greffe du Tribunal de Céans ;

VU la législation sur l'emploi des langues en matière judiciaire ;

VU l'absence de conciliation entre les parties, telle que visée par l'article 734 du Code judiciaire;

VU le débat interactif au sens de l'article 756 ter du Code judiciaire, lors de l'audience du 19 février 2024.

Le créancier bien que convoqué régulièrement n'était pas représenté.

I. FAITS ET RETROACTES

Madame Gullu MUTLUTURK fut admise en règlement collectif de dettes avec son époux, en date du 10 février 2017.

Un plan de règlement amiable de dettes fut homologué par ordonnance rendue en date du 26 janvier 2018.

Il prévoyait le remboursement de 17,32 % du montant dû en principal (138.021,07 euros), au profit de la SA FIDUCRE.

Il s'agit du solde d'un crédit hypothécaire initialement souscrit, solde restant dû après la vente de leur immeuble hypothéqué.

Le montant total à devoir rembourser sur une période de 6 ans s'élève à la somme de 23.900 €.

Une distribution au profit du créancier déclaré à la fin de la procédure était prévue.

Monsieur Suleyman BASTURK, époux de Madame MUTLUTURK est décédé en date du 10 avril 2021.

Par ordonnance datée du 17 novembre 2021, madame Gullu MUTLUTURK a été autorisée à renoncer à la succession de feu son époux.

En date du 17 mai 2023, le médiateur a reçu un mail du Notaire SACCARO.

Celui-ci l'informe en ces termes : *« Je suis recontactée par la fille de Mme MUTLUTURK. Je n'ai jamais pu signer l'acte de renonciation car la cliente n'avait plus*

donné de nouvelles.

La fille me dit que sa mère veut récupérer le contenu d'un coffre dont elle était titulaire avec le défunt.

Je lui ai expliqué que je ne peux pas faire de certificat d'hérédité à son profit vu que la succession est négative.

J'imagine que la situation n'a pas changé et qu'il n'est pas possible pour Mme MUTLUTURK d'accepter la succession de son mari ? »

Le 22 mai 2023, le médiateur sollicitait auprès du notaire SACCARO des informations complémentaires quant au contenu du coffre-fort.

Ensuite, la fille de la partie médiée, madame BASTURK a pris contact avec le médiateur afin de pouvoir récupérer le contenu du coffre ouvert au nom de madame Gullu MUTLUTURK et de son défunt mari.

Elle affirmait qu'il s'agissait de cadeaux offerts au cours de son mariage. En date du 15 juin 2023, un courrier fut adressé, en ce sens, au médiateur, par Maître DETIFFE, conseil de madame BASTURK.

Par requête déposée au greffe, en date du 27 juin 2023, le médiateur a sollicité la fixation de ce dossier.

Ce dossier fut fixé à l'audience publique du 16 octobre 2023.

Puis, il fut remis respectivement à la date du 20 novembre 2023 et 19 février 2024 pour permettre à madame BASTURK d'apporter la preuve que le contenu du coffre-fort ouvert au nom de ses parents lui appartenait.

II. DISPOSITIONS LEGALES APPLICABLES.

L'article 1675/7 du Code judiciaire prévoit que : « § 1er. Sans préjudice de l'application du § 3, la décision d'admissibilité fait naître une situation de concours entre les créanciers et a pour conséquence la suspension du cours des intérêts et l'indisponibilité du patrimoine du requérant.

Font partie de la masse, tous les biens du requérant au moment de la décision, ainsi que les biens qu'il acquiert pendant l'exécution du règlement collectif de dettes. ¹

(...) »

¹ C'est le tribunal qui inscite.

L'article 1675/14 § 1^{er} aliéna 2 du Code judiciaire précise que « *Le débiteur communique sans délai au médiateur de dettes tout changement intervenu dans sa situation patrimoniale après l'introduction de la requête visée à l'article 1675/4.* »

En vertu de l'article 870 du Code judiciaire, chacune des parties a la charge de prouver les faits qu'elle allègue.

Par ailleurs, aux termes de l'article 8.4 de la loi du 13 avril 2019, instaurant le livre VIII consacré à la charge de la preuve : « *Celui qui veut faire valoir une prétention en justice doit prouver les actes juridiques ou faits qui la fondent.*

Celui qui se prétend libéré doit prouver les actes juridiques ou faits qui soutiennent sa prétention.

Toutes les parties doivent collaborer à l'administration de la preuve (...). »

III. LA DECISION.

1. La doctrine.

« La décision d'admissibilité entraîne une situation de concours et l'indisponibilité du patrimoine du médié en ce qui concerne, non seulement les biens de celui-ci au moment de la décision d'admissibilité, mais aussi les biens qu'il acquiert ou les créances qui lui sont reconnues pendant l'exécution du règlement collectif de dettes. »²

Dès lors, le patrimoine d'une personne ayant été admise en règlement collectif de dettes est constitué de la masse des biens dont elle dispose lors de son admission au règlement collectif de ses dettes mais également des biens acquis en cours de procédure.

L'article 1675/14, paragraphe 1^{er}, alinéa 2, du Code judiciaire précité institue une obligation de transparence patrimoniale à charge de la partie médiée, laquelle relève de la notion de bonne foi procédurale qui constitue l'un des piliers de la procédure en règlement collectif de dettes.

Ainsi, la partie médiée est contrainte d'informer sans délai le médiateur de tout

² M. WESTRADE, JC BURNIAUX, C BEDORET, « Inédits de règlement collectif de dettes II », *J.L.M.B.*, 2015/16, 17 avril 2015 ; D. MEULEMANT, « Le règlement collectif de dettes dans ses rapports avec le concours », Manuel permanent des baux, 2024, consultable sur www.stradalex.be.

changement intervenu dans sa situation patrimoniale après l'introduction de la requête introductive visant à être admise en règlement collectif de dettes.

2. En l'espèce.

1.

La fille de la partie médiée, madame BASTURK affirme que le contenu du coffre-fort ouvert au nom de ses parents lui appartient.

Ainsi, elle affirme que les bijoux placés dans ce coffre-fort sont des cadeaux qui lui ont été offerts lors de son mariage.

Pour justifier la location d'un coffre-fort au nom de ses parents, madame BASTURK invoque des relations difficiles et tendues avec son époux ainsi que des problèmes de santé importants.

Lors des précédentes audiences, le tribunal invita madame BASTURK à apporter la preuve que les bijoux se trouvant dans ledit coffre-fort lui appartenaient.

Ainsi, il s'agissait d'individualiser les bijoux revendiqués.

A cet effet, le procès-verbal de l'audience du 20 novembre 2023 indique « *Le tribunal souhaite que la partie médiée apporte la preuve que le contenu du coffre-fort ouvert à son nom appartient à sa fille, notamment en déposant des pièces probantes attestant des achats qui auraient été réalisés pour sa fille par les convives, lors de son mariage.* »

La partie médiée dépose des attestations répondant aux critères de l'article 961/1 et suivants du code judiciaire.

A la lecture de ces 15 attestations, il apparaît que 33 bracelets ont été offerts, 2 colliers et 1 médaille, lors du mariage de Madame BASTURK.

Or, d'une part, les biens donnés ne sont nullement individualisés (photos, factures d'achat, ...).

D'autre part, il n'y a très peu de concordance avec les bijoux énumérés et décrits dans le procès-verbal de constat établi par l'huissier de justice Céline DESSOUROUX, en date du 12 janvier 2023 et les déclarations fournies dans les attestations déposées.

Ainsi, le relevé du coffre fait état de 2 bracelets de couleur dorée, d'une paire de boucles d'oreilles en forme de fraise et de couleur dorée et d'un collier de couleur dorée³.

Une boîte métallique emballée dans un sac CASA renferme également 2 bracelets de couleur dorée, 1 boîte rouge avec une médaille, une paire de boucle d'oreilles, un collier avec un pendentif.

Il y a aussi une boîte noire contenant une petite montre avec une inscription RUBENIS, un collier, un bracelet, une bague, une paire de boucle d'oreilles, 2 pendentifs, trois épingles à nourrice, une paire de boucle d'oreilles avec des inserts brillants.

Par ailleurs, Monsieur BASTURK est décédé le 10 avril 2021 et ce n'est qu'au mois de mai 2023 que sa fille sollicite de pouvoir récupérer le contenu du coffre.

De plus, dans le mail envoyé par le notaire Anaïs SACCARO, cette dernière indique :
*« La fille me dit que sa mère veut récupérer le contenu d'un coffre dont elle était titulaire avec le défunt. »*⁴

Il est étonnant qu'il n'ait pas alors été signalé au notaire SACCARO que le contenu du coffre n'appartenait pas à Madame MUTLUTURK.

En conclusion, le tribunal considère que le contenu du coffre-fort ouvert auprès de la banque CBC et tel qu'inventorié dans le procès-verbal de constat établi par Maître Céline DESSOUROUX, huissier de justice en date du 12 janvier 2023 fait partie de la masse des biens appartenant à Madame Gullu MUTLUTURK.

En effet, il apparaît que ce coffre a été ouvert au nom de la partie médiée.⁵

Le tribunal ignore si ces bijoux présentent une quelconque valeur.

2.

Par ailleurs, le tribunal constate qu'aucune information n'est apportée par la partie médiée quant à la succession de feu monsieur Suleyman BASTURK.

Il y a lieu d'apporter la preuve que la partie médiée a renoncé à la succession de feu son conjoint et ce, dans un délai maximum de 2 mois à partir du prononcé de la présente décision.

³ Le tribunal constate que le collier présente des particularités qui auraient pu être aisément décrites par le convive qui l'aurait offert. Il en va de même, **notamment**, pour les boucles d'oreille.

⁴ C'est le tribunal qui insiste.

⁵ Page 2 dudit procès-verbal de constat – ouverture forcée d'un coffre n° 694.

**PAR CES MOTIFS,
LE TRIBUNAL DU TRAVAIL DE LIEGE - DIVISION VERVIERS,
TROISIEME CHAMBRE**

STATUANT par décision contradictoire à l'égard de la médiée, en présence du médiateur;

STATUANT par décision réputée contradictoire à l'égard du créancier;

DIT POUR DROIT que le contenu du coffre-fort numéro 694 ouvert au nom de madame Gullu MUTLUTURK fait partie de la masse des biens qu'elle détient et dès lors, fait partie de la présente procédure. Ces biens rentrent dans la masse active de la présente procédure. Le tribunal ignore s'il présente une quelconque valeur.

INVITE la partie médiée à informer le médiateur quant au sort réservé à la succession de feu monsieur Suleyman BASTURK dans un délai de maximum 2 mois à partir du prononcé de la présente décision ;

INVITE le médiateur lorsqu'il sera en possession de l'ensemble des informations à clôturer la présente procédure en répartissant les avoirs détenus sur le compte ouvert au nom de la médiation, **éventuellement**, augmentés de la valeur des bijoux recensés.

RENVOIE la cause au rôle pour le surplus ;

DECLARE le présent jugement exécutoire par provision nonobstant appel et sans caution.

AINSI PRONONCÉ PAR LE TRIBUNAL DU TRAVAIL DE LIEGE

DIVISION VERVIERS, 3^{ème} CHAMBRE,

À L'AUDIENCE PUBLIQUE DU 18 MARS 2024.

BELLEFLAMME VIVIANE

HEUSSCHEN LAURENT

Juge.

Greffier.